

La Russie, sans doute, sera dans le cas de faire face à une guerre avec l'Angleterre. Son influence sur les autres puissances, et la nécessité de faire face à l'Angleterre, sont les deux raisons principales qui la poussent à faire ce mouvement. C'est pourquoi elle a pris cette mesure.

LA CINQUIÈME PROPOSITION.

Le premier souverain qui, au milieu de la première mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe, et pourra tenter tout ce qu'il voudra." — *Mémorial de Sainte Hélène*.

UN événement de la plus haute importance est prêt à s'accomplir en Europe. La Russie, pressée de toute part, semble décidée à subir des conditions que son orgueil lui faisait repousser jusqu'à présent.

D'où vient ce changement, on l'ignore absolument ; mais il n'est plus question que de la paix. La guerre va disparaître, et faire place, dit-on, à une entente cordiale.

La joie est à l'ordre du jour ; car qui oserait douter que le triomphe de la force intelligente, ne soit en même temps le triomphe du droit et de la liberté ?

Cependant, on est tenté de faire quelques réserves à ce sujet, quand on voit que dans l'explosion de cette allégresse générale le nom de la Pologne est complètement oublié.

Une victoire sur les champs de bataille, n'est qu'une satisfaction vaniteuse et stérile, si elle n'est couronnée par des résultats importants, qui la complètent et la justifient. Or, à en juger par ce que nous connaissons, il est à craindre qu'on ne soit le jouet d'une indigne machination.

Les propositions présentées à la Russie, et acceptées par elle, n'ont ni le caractère énergique d'une supériorité acquise et incontestée, ni le cachet d'une œuvre solide et durable.

Elles sont timides et blessantes à la fois—double erreur qui peut être expiée dans un bref délai.

La seule qui nous semble sérieuse et mûrement réfléchie, est celle qui n'est pas formulée.

Est-il permis de croire à l'efficacité d'un expédient qui inspire de la défiance à ceux-là même qui l'ont imaginé.

La vérité est que la Russie sortira de la lutte, humiliée en apparence, et triomphante en réalité. Consultez l'histoire, et vous verrez s'il est d'une bonne politique d'humilier son ennemi sans l'affaiblir suffisamment.

La Russie, mal attaquée, a pu résister avec succès : elle sera donc réputée et reconnue *invulnérable*. Son influence grandira, sa prépondérance n'aura plus de bornes ; car qui osera résister à une puissance qui a su braver impunément la France et l'Angleterre coalisées ?

En quelques années de paix, ses armées seront réorganisées, ses flottes rétablies, ses finances améliorées ; et, forte de ses positions avancées en Europe, elle trouvera facilement un prétexte pour prendre sa revanche, et relever le prestige de ses armes.

On a dit et répété souvent, qu'une guerre contre la Russie n'était possible qu'en relevant le drapeau de la Pologne. On a persisté à repousser cette idée, et la guerre au bout de deux années, s'est trouvée acculée à l'impossible.

Nous dirons maintenant, en toute sincérité, que la paix avec la Russie deviendra à son tour aussi impuissante que la guerre, si on n'introduit pas le nom de la Pologne dans les négociations.

Acheter une trêve trompeuse par l'abandon et le sacrifice de la Pologne, serait une de ces fautes politiques, qui portent en elles-mêmes leur châtiment.

S'il est réservé à notre époque de sanctionner, par une défaillance coupable, un attentat qui a soulevé de tout temps l'indignation du monde civilisé, l'histoire, cette encyclopédie des erreurs humaines, et de leurs funestes conséquences, aura une triste page à enregistrer dans les annales de la *grande nation*.

Elle dira, et non sans raison, qu'un Napoléon, cédant à la pression de son entourage, a déserté un principe qu'il était appelé à représenter dans ce monde ; et qu'après avoir sacrifié des considérations élevées à un intérêt dynastique et de popularité mal-entendue, il a cherché à dominer la France, en la démoralisant.

L'œuvre de la paix est une œuvre glorieuse, qui peut se passer d'un panégyrique ; mais elle est pleine de périls pour l'avenir, si tous les intérêts légitimes ne sont pas pris en sérieuse considération.

Résoudre le fait isolé de la question d'Orient, sans se prononcer sur le sort des autres nations menacées ou opprimées, serait une preuve d'inconséquence et d'aveuglement dont la diplomatie Européenne ne se rélèverait jamais.

La Russie a fait preuve d'une habileté consommée, en acceptant purement et simplement les conditions qu'on lui a présentées. Elle a semé la division dans le camp de ses ennemis, avec l'espoir d'en profiter à son gré.

L'alliance Anglo-Française est le palladium de la liberté moderne. Cette alliance brisée, l'Europe est à la merci des barbares.

Qu'on y songe bien ! La cause des peuples opprimés est le seul principe de force qu'on ait à opposer à cette invasion qui se prépare. Quand la justice a le bonheur de

s'accorder avec la saine politique, il serait doublement coupable de la répudier traitreusement.

Le droit public Européen est livré aux chances du caprice et du hasard. Tous les traités ont été foulés aux pieds, tous les engagements déchirés et violés en maintes occasions ; il n'y a plus que la force brutale et l'arbitraire qui décident entre les nations ! Il faut donc remanier l'Europe, et la replacer sur des bases nouvelles, en tenant compte du droit, de la justice, et des intérêts de tous les peuples.

Pas d'exceptions odieuses et cruelles !

Les conférences qui vont s'ouvrir, seront-elles à même de remplir ces conditions ?

Rien ne semble l'indiquer.

On a hâte d'en finir à tout prix, afin de sortir au plus tôt d'une impasse, et déterminer, n'importe comment, une question mal emmarchée.

Est-ce là l'esprit qui doit animer ceux qui ont à régler les destinées du monde ? Quel est donc le fantôme qui inspire cette folle terreur ? L'Europe semble saisie d'un vertige—seule l'Angleterre a su garder sa dignité, et l'indépendance de ses appréciations.

Pour avoir voulu préserver l'Europe d'une guerre révolutionnaire, faut-il donc aboutir nécessairement à une paix factice ?

Les peuples en seraient-ils réduits à regretter les traités de 1815, contre lesquels ils ont protesté si souvent ?

On est presque tenté de le croire.

Les traités de 1815 étaient, il est vrai, inspirés par la haine et par la méfiance — néanmoins ils ont reculé devant un abandon absolu de la Pologne. Sa nationalité y fut affirmée et reconnue, si bien qu'elle survécut aux cruelles épreuves que l'avenir lui réservait.

La France et l'Angleterre ont toujours protesté en sa faveur, et le principe s'est maintenu en dépit du fait accompli.

Le régime parlementaire en France, tout circonspect qu'il était dans les questions de politique étrangère, a fait toujours ses réserves en faveur de la Pologne. La postérité lui rendra justice à cet égard—mais elle dira en même temps, que l'Empereur Napoléon III, entraîné par la fatalité, a sacrifié des traditions, que Louis Philippe, lui-même, n'a jamais eu la faiblesse d'abandonner !

Reconnaître à la Russie implicitement son droit de conquête sur la Pologne, c'est lui donner bien plus qu'on ne lui reprend.

Une paix ne peut être solide et féconde, qu'en replacant la Pologne dans le concert Européen, et en lui assurant ses droits.

S'allier à la Russie sans obtenir ce résultat, c'est se plier sous son joug, reconnaître sa domination.

Le cinquième point des propositions acceptées par la Russie se présente, au milieu du naufrage dont nous sommes menacés, comme l'arche sainte de la liberté des peuples. Les puissances Occidentales s'étant réservé le droit de faire admettre dans les négociations, des conditions spéciales d'un intérêt Européen, il est impossible de supposer, que ces conditions se bornent à des détails insignifiants.

N'y aurait-il plus de place pour la Pologne dans un protocole qui doit décider de son sort ? La passer sous silence, c'est prononcer un nouvel arrêt de mort contre elle, c'est la partager une dernière fois.

Une nationalité, forte et vivace, ne dépend pas, il est vrai, du texte d'une conférence : elle existe en elle-même, et par elle-même. Cependant rien n'est à dédaigner, lorsqu'il s'agit de la maintenir.

La Pologne est une nécessité à laquelle l'Europe devra tôt ou tard donner satisfaction : en politique, on ne laisse jamais impunément échapper les occasions.

L'opinion publique se prononce contre une guerre dont on s'est plu à restreindre la signification : mais est-on bien sûr qu'elle se prononcera en faveur d'une paix, qui aura toutes les apparences d'un complot, habilement ourdi, contre les libertés de tous les peuples ?

Un Congrès Européen est un de ces moments solennels dans la vie des nations, où le nom d'aucune d'elles, ne doit être oublié. La Pologne a le droit de réclamer, et ce n'est que par les concessions que fera la Russie dans ce sens, qu'on aura la mesure de sa sincérité et de sa modération.

CE 27 JANVIER, 1856.

